

Ces chérubins largués par leurs familles sur l'autre rive

05.03.2020 | Ces chérubins largués par leurs familles sur l'autre rive

L'autre profil des petits Marocains essaimant dans les rues espagnoles

Stéréotype. « Des enfants de la rue délaissés par leurs familles, des pickpockets, des drogués ou des « sniffeurs » de colle qui voyagent soit par mer sur des barques de fortune, soit cachés dans les camions de transport international, ou encore dissimulés à bord de voitures appartenant à des réseaux de trafic d'êtres humains » : telle est l'image souvent collée aux mineurs marocains non accompagnés dans les présides occupés ou dans la péninsule ibérique.

Pourtant, la réalité est autre.

En effet, le phénomène touche également, et de plus en plus, des enfants issus de familles de la classe moyenne. Selon plusieurs témoignages en provenance de l'Espagne, des parents marocains aisés entrent en toute légalité sur le territoire espagnol accompagnés de leurs enfants avant d'être laissés sur place dans l'objectif d'être pris en charge par les services de protection de l'enfance espagnols ou font appel au service

d'intermédiaires spécialisés en pareilles opérations.

« Nous avons constaté, il y a une année, l'augmentation de ce genre de cas alors qu'auparavant, il n'y avait que quelques cas isolés », nous a indiqué Ahmed Khalifa, chercheur en migration et membre de l'Association Mains solidaires. Et de poursuivre qu' « il s'avère qu'il s'agit là d'un phénomène qui a commencé à prendre de l'ampleur auprès de certaines familles marocaines ».

Selon notre source, les parents recourent souvent aux services d'intermédiaires qui se chargent de mettre l'enfant ou les enfants (certaines familles envoient plus d'un) en contact avec les services concernés en prétendant qu'il a franchi les frontières seul et qu'il n'a pas de famille en Espagne vu que lesdits services n'acceptent pas les enfants qui remplissent ces critères. « L'existence d'un intermédiaire révèle l'existence d'un réseau organisé depuis le Maroc et les autorités espagnoles ne semblent pas maîtriser ce dossier. En fait, elles traitent ce genre de dossier comme celui des autres enfants en appliquant la procédure en vigueur et en contactant les parents au Maroc. Mais, ces derniers refusent souvent de les accueillir », souligne-t-elle. Et d'ajouter : « Ces cas ont été découverts par les éducateurs des centres d'accueil des enfants notamment marocains qui ont su établir des relations de confiance avec ces derniers qui leur ont dévoilé leur histoire ou via les parents eux-mêmes qui entrent souvent en contact avec ces éducateurs afin de leur demander de prendre soin de leur progéniture ».

Pourtant, notre source estime qu'on ne peut pas parler d'une nouvelle tendance migratoire chez les mineurs non-accompagnés mais d'un nouveau mode de migration qui mobilise des

intermédiaires.

Hassan Ammari, militant des droits de l'Homme, nous a confirmé de son côté que ce phénomène continue à prendre de l'ampleur au Maroc comme en témoigne le nombre de plus en plus important de parents qui tentent de faire entrer leurs enfants en Espagne. « Il s'agit en grande partie de parents issus de la classe moyenne (fonctionnaires, enseignants, ...) qui cherchent un avenir meilleur pour leurs enfants et qui estiment, à tort ou à raison, qu'il n'y a plus de bonnes perspectives d'avenir au Maroc pour les générations futures », nous a-t-il expliqué. Et de poursuivre : « Nous avons observé des cas de parents qui ont même payé à des facilitateurs des montants allant de 10.000 à 15.000 DH par enfant en vue de les faire entrer à Mellilia et être transférés par la suite en Espagne ».

Pour sa part, Ahmed Khalifa nous a révélé que pareils cas sont de plus en plus visibles dans le Nord de l'Espagne, notamment à Bilbao et Saint-Sébastien, à l'inverse du sud où aucun cas n'a été détecté. « En effet, la plupart des mineurs non accompagnés cherchent à trouver une place dans les centres d'accueil situés au Nord du pays où ils peuvent jouir de plus d'avantages. Un enfant non accompagné installé dans un centre du Nord a droit à 500 euros par mois. Il y a même des enfants qui tentent de fuir les centres du Sud pour jouir de ces avantages. A rappeler que la gestion de ces centres est du ressort des gouvernements locaux qui décident de la manière avec laquelle ces enfants doivent être traités et des droits qu'il faut leur octroyer », nous a-t-il précisé.

Mais, il n'y a pas que les avantages pécuniaires qui motivent le départ des mineurs vers les centres du Nord, les mauvais traitements et les mauvaises conditions d'accueil dans les

centres du Sud et aux présides occupés les en chassent également. Dans un récent entretien accordé à la presse espagnole, José Palazón, président de l'Association pour les droits des enfants de Mellilia (PRODEIN), a révélé que les mineurs marocains sont victimes de négligence, de mauvaise gestion du processus d'accueil et d'assistance dans les centres de Mellilia et Sebta qui accueillent environ un millier de mineurs. Il a également précisé qu'au CETI de Mellilia, il y a beaucoup plus d'immigrants majeurs que mineurs.

Pis, un mineur étranger n'est pas traité sur le même pied d'égalité qu'un Espagnol. En effet, ce dernier jouit de droits et d'avantages dès qu'il atteint l'âge de la majorité, ce qui lui permet une meilleure intégration en tant qu'adulte pour chercher un emploi, un appartement, etc. , et ce à l'inverse d'un mineur étranger qui se retrouve en situation administrative irrégulière dès qu'il devient majeur.

Le président de PRODEIN a indiqué aussi que ce dossier a été exploité à des fins politiques et financières par des politiciens qui n'ont pas hésité à présenter ces enfants mineurs comme des ennemis publics.

Selon le site espagnol elfarodeceuta.es, le nombre de mineurs étrangers non accompagnés encadrés par les services de protection de l'enfance du préside occupé de Sebta est en nette augmentation durant les deux premiers mois de 2020. Depuis début mars, on y dénombre 500 enfants et adolescents non accompagnés dont 440 marocains.

Des chiffres datant de 2019 ont recensé 14.000 mineurs marocains entrés illégalement en Espagne dont 4.000 sont arrivés en 2019. Une grande partie d'entre eux vivent dans des villes dépendant de l'autorité territoriale de la région de l'Andalousie.

Les Marocains devancent de loin les Guinéens et les Algériens. Ils constituent 61,89% du total des mineurs, toutes nationalités confondues, entrés d'une manière irrégulière en Espagne. Une grande majorité d'entre eux s'est déclarée être originaire des provinces du Nord et notamment de Larache.

Source

: https://www.libe.ma/Ces-cherubins-largues-par-leurs-familles-sur-l-autre-rive_a116246.html

Hassan Bentaleb